

Conseil Communautaire du mercredi 18 décembre 2019

Délibération n° 10

Approbation des tarifs de la redevance service public assainissement non collectif (SPANC) sur le périmètre de la CATLP

Date de la convocation : le 28 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Fabrice SAYOUS
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT

M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. François-Xavier BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Philippe CASTAING
M. Jean-Claude CASTEROT
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Laurent DUBOUIX
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU

M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Paul LAFAILLE
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD

M. Michel RICAUD
Mme Claudine RIVALETTO
M. Michel SAJOUX
M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
Mme Florence GASSAN
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCC
M. David LARRAZABAL
Mme Myriam MENDES
M. Jean-François DRON
Mme Céline ROULET
M. Yannick BOUBEE donne pouvoir à M.
Christian ZYTYNSKI
M. Roger-Vincent CALATAYUD donne
pouvoir à M. Gérard TREMEGE
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.

Daniel DARRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.
Pierre MONTOYA
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Eugène
POURCHIER
M. Michel FORGET donne pouvoir à M.
Laurent TEIXEIRA
Mme Sylvie MARCHE donne pouvoir à M.
Jean-Michel LEHMANN

Absent(s) :

M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Michel AUSINA
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
Mme Elisabeth BRUNET
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
M. Yves CARDEILHAC
M. Georges CASTRES

M. Jean-Michel DUCLOS
M. Francis LAFON PUYO
M. Vincent MASCARAS
M. Laurent PENIN
M. Paul SADER
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : Approbation des tarifs de la redevance service public assainissement non collectif (SPANC) sur le périmètre de la CATLP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5111-4, L.5211-17 et L.5216-6,
Vu l'article 66 de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes et la communauté d'agglomération est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce, au syndicat de communes ou au syndicat mixte inclus en totalité dans son périmètre.

Sur la base de ces dispositions législatives, il est proposé au Conseil Communautaire de reprendre dans cette délibération cadre, les dispositions tarifaires qui ont été votées par les communes ou les syndicats dissous.

Conformément aux discussions et aux différentes rencontres avec les maires et les élus concernés, il est proposé de s'engager dans une harmonisation des tarifs et de faire des proposition pour la fin de l'année 2020.

Cette proposition est conforme aux principes dégagés par la Jurisprudence du Conseil d'Etat Denoyez et Chorques du 10 mai 1974, rappelant le principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques et la doctrine administrative qui indique que cette harmonisation doit être faite dans un délai raisonnable.

Enfin, comme le Bureau d'études a rencontré quelques difficultés dans le recueil des données, il est proposé d'annexer à cette délibération le recensement de l'ensemble du dispositif tarifaire et de donner délégation au Président afin de pouvoir l'actualiser quand ces données n'ont pas été fournies ou ont été modifiées depuis le recensement par délibération des collectivités.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

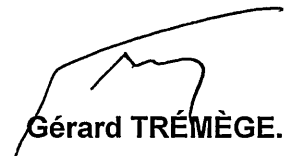
Article 1 : de reconduire et d'approuver pour l'année 2020 les tarifs hors taxes de la redevance SPANC tels qu'ils ont été votés par les communes ou les syndicats dissous et annexés à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président à compléter l'annexe en fonction des éléments qui lui seront communiqués et qui n'ont pas pu être fournis par les communes ou les syndicats dissous.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement le Premier Vice-président à signer les procès-verbaux et les actes constatant les transferts des contrats à intervenir et à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.